



KPMG SA
71 avenue Antoine de Saint Exupéry
BP 851
76235 Bois Guillaume Cedex

Ecole de Musique de Rouen

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 août 2025
Ecole de Musique de Rouen
19 Boulevard d'Orléans 76100 ROUEN

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (private company limited by guarantee).

Société anonyme à conseil d'administration
Siège social :
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
Capital social : 5 497 100 €
775 726 417 RCS Nanterre



KPMG SA
71 avenue Antoine de Saint Exupéry
BP 851
76235 Bois Guillaume Cedex

Ecole de Musique de Rouen

19 Boulevard d'Orléans 76100 ROUEN

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 août 2025

À l'assemblée générale de l'Ecole de Musique de Rouen,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association Ecole de Musique de Rouen relatifs à l'exercice clos le 31 août 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er septembre 2024 à la date d'émission de notre rapport.



Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par Conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.



Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Bois-Guillaume, le 15 octobre 2025



Bilan actif

	Brut	Amortissement Dépréciation	Net au 31/08/2025	Net au 31/08/2024
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Concessions, licences, logiciels, droits et valeurs similaires	543	543		
Immobilisations corporelles				
Installations techniques, matériels et outillages industriels	127 785	116 389	11 396	10 713
Autres immobilisations corporelles	11 279	8 857	2 422	3 503
Immobilisations financières				
Total I	139 607	125 790	13 818	14 217
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Créances				
Autres postes de l'actif circulant				
Disponibilités	296 130		296 130	263 624
Charges constatés d'avance	3 949		3 949	3 902
Total II	300 079		300 079	267 526
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	439 686	125 790	313 896	281 743

Legs nets à réaliser :

 acceptés par les organes statutairements compétents
 autorisés par l'organisme de tutelle

Dons en nature restant à vendre :



Bilan passif

	au 31/08/2025	au 31/08/2024
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres avec droit de reprise		
Réserves		
Report à nouveau	54 467	49 579
Excédent ou déficit de l'exercice	21 403	4 888
Situation nette (sous-total)	75 870	54 467
Total I	75 870	54 467
FONDS REPORTES ET DEDIES		
PROVISIONS		
Provisions pour charges	152 879	130 786
Total III	152 879	130 786
DETTES		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	16 109	13 251
Dettes fiscales et sociales	29 038	38 756
Produits constatés d'avance	40 000	44 483
Total IV	85 147	96 490
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	313 896	281 743
(1) Dont à plus d'un an (a)		
Dont à moins d'un an (a)	85 147	
(2) Dont concours bancaires et soldes créditeurs de banque		
(3) Dont emprunts participatifs		
(a) A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours		

Compte de résultat

	Exercice N 31/08/2025	Exercice N-1 31/08/2024
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Ventes de biens et de services	137 533	128 653
Ventes de prestations de services		
Produits de tiers financeurs	624 456	573 858
Concours publics et subventions d'exploitation	2 378	2 751
Reprises sur amort., dépréciations, provisions et transferts de charges	131	105
Autres produits		
Total I	764 497	705 367
CHARGES D'EXPLOITATION		
Autres achats et charges externes	57 556	60 070
Impôts, taxes et versements assimilés	20 742	19 909
Salaires et traitements	469 020	447 823
Charges sociales	174 206	171 068
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	4 318	3 226
Dotations aux provisions	22 093	3 908
Autres charges	562	487
Total II	748 496	706 491
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	16 001	-1 124
PRODUITS FINANCIERS		
Autres intérêts et produits assimilés	5 889	6 012
Total III	5 889	6 012
CHARGES FINANCIERES		
2. RESULTAT FINANCIER (III-IV)	5 889	6 012
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV)		
	21 890	4 888
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion	487	
Total VI	487	
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	-487	
Total des produits (I+III+V)	770 386	711 379
Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)	748 983	706 491
EXCEDENT OU DEFICIT	21 403	4 888
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature	53 840	53 840



Compte de résultat

Total	53 840	53 840
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Mises à disposition gratuite de biens	53 840	53 840
Total	53 840	53 840

Annexe

Règles et méthodes comptables

Désignation de l'association : ECOLE DE MUSIQUE DE ROUEN

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/08/2025, dont le total est de 313 896 Euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un excédent de 21 403 Euros. L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/09/2024 au 31/08/2025.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Description de l'objet social, des activités ou missions sociales réalisées et des moyens mis en oeuvre

L'association a été créée en 1992 à Rouen.

Elle promeut l'enseignement de la musique, la danse et l'art dramatique ainsi que la promotion d'animations artistiques.

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/08/2025 ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement 2018-06 de l'Autorité des Normes Comptables relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif. Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Au cours de l'exercice, l'association a poursuivi l'activité "Musique à l'Ecole".

Les dépenses correspondantes (83 692 euros) concernent des salaires, charges de personnel et frais divers.

Ces frais sont couverts par une subvention de la ville de Rouen à hauteur de 83 800 euros et par une subvention de la DRAC à hauteur de 8 000 euros.

Au cours de l'exercice, l'association a poursuivi l'activité "MALRAUX".

Les dépenses correspondantes (63 711 euros) concernent des salaires, charges de personnel et frais divers.

Ces frais sont couverts par une subvention de la ville de Rouen à hauteur de 38 333 euros, d'une subvention de la DREETS à hauteur de 20 000 euros ainsi qu'à des recettes de scolarité de 14 290 euros.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention particulière, les montants sont exprimés en Euros.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.



Règles et méthodes comptables

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue, à savoir :

- * Matériel et outillage industriels : 3 à 10 ans
- * Matériel de bureau : 3 à 10 ans
- * Mobilier : 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'association.

Notes sur le bilan

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	543			543
Immobilisations incorporelles	543			543
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	125 061	3 919	1 195	127 785
- Installations générales, agencements aménagements divers				
- Matériel de transport				
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	11 279			11 279
- Emballages récupérables et divers				
- Immobilisations corporelles en cours				
- Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	136 340	3 919	1 195	139 064
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations				
- Autres titres immobilisés				
- Prêts et autres immobilisations financières				
Immobilisations financières				
ACTIF IMMOBILISE	136 883	3 919	1 195	139 607

Notes sur le bilan

Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentation	Diminutions	A la fin de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	543			543
Immobilisations incorporelles	543			543
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	114 347	3 237	1 195	116 389
- Installations générales, agencements aménagements divers				
- Matériel de transport				
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	7 776	1 082		8 857
- Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles	122 123	4 318	1 195	125 246
Total	122 666	4 318	1 195	125 790

Notes sur le bilan

Actif circulant

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 3 949 Euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres			
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés			
Autres			
Charges constatées d'avance	3 949	3 949	
Total	3 949	3 949	

Prêts accordés en cours d'exercice
Prêts récupérés en cours d'exercice

Produits à recevoir

	Montant
CM - intérêts courus à recevoir	4 231
Total	4 231



Notes sur le bilan

Fonds propres

Tableau de variation des fonds propres

VARIATION DES FONDS PROPRES	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves					
Report à Nouveau	49 579	4 888			54 467
Excédent ou déficit de l'exercice	4 888	-4 888	21 403		21 403
Situation nette	54 467		21 403		75 870
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
Droits de propriétaires (Commodat)					
TOTAL	54 467		21 403		75 870

Provisions

Tableau des provisions

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées de l'exercice	Reprises non utilisées de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Litiges					
Garanties données aux clients					
Pertes sur marchés à terme					
Amendes et pénalités					
Pertes de change					
Pensions et obligations similaires	130 786	22 093			152 879
Pour impôts					
Renouvellement des immobilisations					
Gros entretien et grandes révisions					
Charges sociales et fiscales					
sur congés à payer					
Autres provisions pour risques et charges					
Total	130 786	22 093			152 879

Répartition des dotations et des reprises de l'exercice :

Exploitation	22 093
Financières	
Exceptionnelles	

Notes sur le bilan

La provision pour risques et charges figurant au bilan correspond à une provision pour risques destinée à couvrir les indemnités de fin de carrière à devoir au personnel pour un montant de 152 879 euros.

Dettes

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 85 147 Euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine				
- à plus de 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	16 109	16 109		
Dettes fiscales et sociales	29 038	29 038		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes (**)				
Produits constatés d'avance	40 000	40 000		
Total	85 147	85 147		

(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice

(*) Emprunts remboursés sur l'exercice

(**) Dont envers les associés

Charges à payer

	Montant
Factures non parvenues	10 220
Personnel congés à payer	592
Org.soc. charges s/congés	231
Autr charg social à payer	2 396
Total	13 439



Notes sur le bilan

Comptes de régularisation

Charges constatées d'avance

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
Charges constatées d'avance	3 949		
Total	3 949		

Produits constatés d'avance

	Produits d'exploitation	Produits Financiers	Produits Exceptionnels
Produits constatés d'avance	40 000		
Total	40 000		

Notes sur le compte de résultat

Charges et produits d'exploitation et financiers

Rémunération des commissaires aux comptes

Commissaire aux comptes Titulaire

Honoraire de certification des comptes : 6 720 Euros

Honoraire des autres services : 0 Euros

Subventions d'exploitation

Les subventions de fonctionnement sont comptabilisées dans les comptes de la période concernée; le cas échéant, la quote part des subventions à recevoir ou perçues d'avance est constatée en fin d'exercice.

Les subventions de fonctionnement sont rattachées à l'exercice selon les modalités suivantes :

- La subvention de la Ville de Rouen allouée à l'École de Musique, à l'année civile.
- La subvention de la Ville de Rouen allouée à l'antenne Malraux, à l'année civile.
- La subvention de la Ville de Rouen allouée au projet Musique à l'École, à l'année scolaire, du 1er septembre au 31 août.
- La subvention versée par le Département, à l'année scolaire, du 1er septembre au 31 août.
- La subvention versée par la DREETS, à l'année scolaire, du 1er septembre au 31 août.
- La subvention versée par la Région "DRAC", à l'année scolaire, du 1er septembre au 31 août.

Il n'a pas été constaté de fonds dédiés.

Les subventions d'investissement sont rapportées au compte de résultat en fonction de leur durée d'amortissement des immobilisations concernées.

Concours publics et subventions

	Union européenne	Etat	Collectivités territoriales	CAF	Autres	Total
Concours publics						
Subventions d'exploitation		28 000	596 455			624 456
Subventions d'équilibre						
Subventions d'investissement						
Total						624 456

Transferts de charges d'exploitation et financières

	Exploitation	Financier
Transfert de charges d'exploitation		
79100000 - Indemnités cpam	2 309	
79110000 - Indemnités prévoyance	69	
	2 378	
Total	2 378	



Autres informations

Effectif

Effectif moyen du personnel : 12,86 personnes.

	Effectif Hommes	Effectif Femmes	Effectif Total	Effectif équivalent (Temps plein)
Cadres		1	1	1
Employés	6	6	12	12
Ouvriers				
Contrat Emploi Solidarité				
Contrat de Qualification				
Contrat Retour Emploi				
Contrat initiative Emploi				
Total	6	7	13	13

Informations sur les dirigeants

Rémunérations allouées aux dirigeants

Conformément à l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif, il est précisé que le montant des rémunérations et avantages en nature accordés au cours de l'exercice aux trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés s'élèvent à :

Rémunérations : 59.108 Euros

Avantages en nature : 0 Euros

Autres informations

Engagements financiers

Engagements donnés

	Montant en Euros
Effets escomptés non échus	
Avals et cautions	
Engagements en matière de pensions	152 879
Engagements de crédit-bail mobilier	
Engagements de crédit-bail immobilier	
Autres engagements donnés	
Total	152 879

Les engagements correspondants ont été comptabilisés intégralement sous la forme d'une provision.

Engagements de retraite

Montant des engagements pris en matière de pensions, compléments de retraite et indemnités assimilées : 152 879 Euros

- Part des engagements qui ont fait l'objet de provisions : 152 879 Euros

Les modalités de calcul sont :

- Taux d'évolution des salaires : 1% pour les cadres , 2% pour les non cadres à temps plein et à temps partiel
- Taux de rotation du personnel : 17.5 % pour les non cadres et pas de rotation pour les cadres.
- Taux d'actualisation : 3.6 %
- Age de départ à la retraite : 64 ans
- Départ à l'initiative du salarié

Les engagements correspondants ont été comptabilisés intégralement sous la forme d'une provision.

Contributions volontaires

L'association a bénéficié de subventions en nature comptabilisées correspondant à la mise à disposition de locaux exclusifs et partagés, dont le montant est évalué à 53.840 euros suivant convention de mise à disposition signée avec la ville de Rouen en date du 4 août 2022 pour une durée de 3 ans.